



CONFÉRENCE RÉGIONALE CGT en BOURGOGNE

MERCREDI 10 MARS 2004 – AUTUN

Intervention de Claire Mousset-Déclas

Thème : LA RECHERCHE PUBLIQUE

Le mouvement de protestation du monde de la recherche du 9 mars a trouvé un fort écho en Bourgogne avec une Assemblée Générale de 120 personnes et déjà 15 démissions. La Bourgogne n'est pas épargnée par la dégradation de la recherche publique :

- baisse de - 14 % des bourses de recherche à l'Université de Bourgogne de 1998 à 2003,
- disparition de postes de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, d'ingénieurs, techniciens, administratifs à l'Université de Bourgogne, l'INRA, le CNRS, l'INSERM, l'ENESAD (école supérieure agronomique),
- développement galopant de la précarisation, de l'externalisation des activités (standard, nettoyage, entretien, informatique, restauration collective, etc)
- baisse des crédits : -6,5 % à l'Université de Bourgogne entre 1999 et 2003, -14 % à l'INRA en 2004 et -27 % à l'ENESAD,
- risque de suppression de 30 emplois CDD à l'ENESAD,
- fermeture de 2 laboratoires à l'INRA,
- pilotage de la recherche à la petite semaine.

Le Gouvernement Raffarin n'a aucune politique de recherche !

La Bourgogne qui rassemble 2,7 % des emplois et de la population de la France et crée 2,6 % des richesses nationales, ne compte que 1,1 % des emplois de la recherche publique.

Comme l'a dit Dominique dans son discours introductif, la recherche en Bourgogne est faible et donc fragile. Le risque est grand qu'elle s'appauvrisse encore et perde en attractivité pour les équipes de recherche et les étudiants, trop proche de l'Ile de France et de Lyon.

Or la recherche d'aujourd'hui, c'est nos emplois de demain !

Certes, la région Bourgogne est l'une des régions qui financent le plus la recherche publique. Mais à quoi cela sert-il de construire de magnifiques bâtiments (avec l'argent public), tels que l'Institut Jules Guyot de la Vigne et du Vin, le Centre Européen des Sciences du Goût, et bientôt le Centre de Microbiologie des Sols et de l'Environnement, si ces bâtiments sont vides ! ?

Nous, Syndicat CGT-INRA, sommes attentifs à défendre l'ensemble des personnels de toutes catégories et non pas uniquement les directeurs de laboratoire, certes très médiatisés, mais qui souvent sont très loin de nos revendications. Nous participons à l'Intersyndicale Recherche-Dijon qui regroupe 12 organisations syndicales pour la défense de la recherche publique et du statut de ses personnels. Nous refusons la mise en concurrence des pays (à l'échelle européenne) et des régions et demandons le développement de la recherche publique à 3 % du PIB et tout d'abord la restitution des 550 postes et des crédits supprimés.

La Bourgogne doit prendre toute sa place dans ce développement de la recherche.

Nous vous donnons rendez-vous vendredi 12 mars à la manifestation à Dijon pour la dépense de l'Education et de la Recherche.

Je pose la question : A quand une grande manif unitaire contre le Gouvernement Raffarin et les politiques ?